GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT.

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du qual de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les trois jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements.

Sommaire.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

CREDIT FONCIER. — Cour de cassation (chambre civile). **Bulletin** : Fabrique d'église; biens restitués; envoi en possession; élection. — Cour d'appel de Paris (3^e ch.) : Première et deuxième faillite du même individu; droits hypothécaires des créanciers de la première faillite, limités aux dividendes acceptés par le concordat. — Demande en séparation de corps; un commissaire de M. Leiru-Rollin. — Tribunal de commerce de la Seine : Assurances sur la vie; réticence; assurances sur la vie d'un tiers; défaut d'intérêt de l'assuré; jeu et pari; les héritiers Chevalier et MM. Levert et Ledoux contre la compagnie la Providence.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. crim.). **Bulletin** : Matière correctionnelle; appel; composition du Tribunal; juges suppléants; homicide par imprudence; éléments du délit. — Garde nationale; conseil de recensement; dispense de ce service; effet rétroactif. — Juré; failli non concordataire; nullité. — Cour d'assises de l'Oise : Affaire Mogot; incendie volontaire de maisons habitées et d'une dépendance de maison habitée.

CHRONIQUE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

La séance d'aujourd'hui a été signalée par un incident d'une gravité réelle. M. le ministre de l'intérieur a demandé la mise à l'ordre du jour de jeudi prochain du projet de loi relatif au mode de nomination des maires. On sait quelle est l'importance de ce projet au double point de vue de l'ordre public et de la bonne administration du pays. Le ministre n'a pas dissimulé que le Gouvernement attachait un grand prix à ce que la question fût discutée et tranchée le plus tôt possible. Mais la fraction de l'Assemblée que l'on désigne sous le nom de parti légitimiste, cette fraction qui, dans le sein de la commission chargée de l'examen, a déjà donné la majorité aux adversaires de la loi, s'est vivement émue de la proposition de l'honorable M. Baroche. Le parti légitimiste a, sur l'extension à donner aux franchises municipales, des idées toutes particulières; sous couleur de ne vouloir que la décentralisation administrative, il s'est donné la mission de poursuivre jusqu'au bout la chimère de la reconstitution des anciennes libertés de commune et même de province, c'est-à-dire d'affaiblir cette unité politique qui a fait la force et la grandeur de notre pays. M. de la Rochejaquelein est donc venu s'opposer à la demande de M. le ministre de l'intérieur; l'orateur a soutenu qu'il n'y avait aucune urgence à s'occuper du projet; qu'il valait mieux attendre la présentation de la loi relative à l'organisation départementale; il a prétendu qu'on voulait arracher au pays toutes ses libertés l'une après l'autre, et a demandé au Gouvernement s'il n'était pas temps de s'arrêter dans cette voie. L'hostilité de M. de Larochejaquelein était facile à prévoir, le représentant de l'extrême droite n'appartient à la majorité que quand il lui plaît, et comme il lui plaît. Mais une opposition plus sérieuse et plus décisive a été celle de M. de Vatimesnil qui, sans se prononcer sur le fond du projet, a déclaré que son avis était pour l'ajournement de la discussion jusqu'à la loi organique. Le principal argument de M. de Vatimesnil consistait à dire qu'avant de songer à régler le mode de nomination des maires, il fallait déterminer leurs attributions. M. le ministre de l'intérieur n'a pas eu de peine à faire ressortir la faiblesse de ce raisonnement; car, enfin, à l'heure qu'il est, les attributions des maires sont parfaitement définies, et c'est précisément en vue du maintien de ces attributions jusqu'au jour où sera votée la loi organique que le ministre a présenté son projet. M. Baroche a, en outre, fort justement répondu à M. de Larochejaquelein, que si la loi proposée était aussi menaçante qu'il le prétendait pour les libertés du pays, c'était une raison de plus pour qu'on la discutât promptement: « Si je suis pressé de vous dire, a ajouté le ministre, en quoi je trouve la loi bonne, vous ne devez pas être moins pressés de nous dire en quoi vous la trouvez mauvaise. » Mais les efforts de M. Baroche pour obtenir que la solution eût lieu au plus tôt, ont été inutiles. La droite tout entière s'est séparée sur ce point du parti conservateur; elle s'est levée avec la Montagne contre la demande du Gouvernement. La mise du projet à l'ordre du jour de jeudi prochain a été repoussée. Ce vote, qui a été accueilli à l'extrême gauche par des applaudissements fort significatifs, a été suivi d'une extrême agitation; des groupes animés se sont formés au pied de la tribune et auprès du banc ministériel. La séance a dû être un moment suspendue.

Avant et après cet incident, l'Assemblée a continué la discussion commencée hier sur la proposition de M. Félix de Saint-Priest, concernant le délit d'usure. Nous avons indiqué précédemment le but principal de cette proposition telle qu'elle a été amendée par la Commission. Nous avons dit qu'elle tendait à remédier à l'insuffisance démontrée de la loi du 3 septembre 1807. Cette loi de 1807 renferme, en effet, deux lacunes considérables; d'une part, en ne faisant de l'usure qu'un délit de tendance et d'habitude, elle rend fort difficile la preuve judiciaire, et assure ainsi l'impunité à des faits qui, pour être isolés, n'en révèlent pas moins des usures parfois énormes et toujours coupables; d'autre part, elle a le tort de n'avoir pas prévu la récurrence trop commune en cette matière, et de n'avoir pas cherché par la perspec-

tive d'une peine plus sévère, à décourager l'usurier que la justice a déjà frappé.

Loin de nous pourtant la pensée de reprocher au législateur de 1807 l'insuffisance des dispositions pénales édictées contre l'usure. Au moment où cette loi fut rendue, elle fut accueillie comme un véritable bienfait par l'opinion publique, car elle venait, comme l'a dit le rapporteur, M. Paillet, mettre un terme à des exigences scandaleuses que la législation antérieure, favorable à la non-limitation de l'intérêt conventionnel, avait autorisées et en quelque sorte provoquées. Si l'on n'apporta pas plus de sévérité dans la répression, peut-être faut-il l'attribuer à cette considération que l'on se croyait obligé à quelques ménagements pour des abus qui avaient eu jusqu'alors l'excuse de la légalité. Mais aujourd'hui ces ménagements, si tant est qu'ils aient réellement pesé en 1807 sur les déterminations du corps législatif, n'ont plus de raison d'être. Il convient d'autant moins de s'en préoccuper, que, depuis cette époque, l'usure a fait dans notre pays, et notamment dans les départements de l'Est, les progrès les plus effrayants et les plus déplorables. Le rapport de M. Paillet constate que le mal est arrivé à un degré d'intensité véritablement intolérable. Un membre de la gauche, M. Cassal, est entré à cet égard dans des détails fort circonstanciés, se rapportant plus particulièrement à l'Alsace. Il a rappelé qu'après la révolution de février, l'exaspération des habitants de l'Alsace contre les prêteurs d'argent, avait été telle qu'il y avait eu un soulèvement général; que les maisons de quelques-uns de ces usuriers avaient été mises à sac, et qu'on aurait eu à regretter des désordres encore plus graves sans l'énergique intervention de la force publique.

Une loi plus rigoureuse et plus complète est donc nécessaire. Cependant l'évidence de cette nécessité n'a pas frappé tous les yeux. Le projet de la Commission a rencontré deux sortes d'adversaires. Les uns, comme M. Aubry (des Vosges) hier, comme M. Lherbette aujourd'hui, ont attaqué, au nom du principe de la liberté absolue des transactions, non-seulement la loi proposée, mais encore la loi en vigueur. C'était la résurrection d'une vieille querelle dirigée, il y a quelque cinquante ou soixante ans par l'économie politique contre la législation. Les autres, obéissant à des convictions moins radicales, prétendaient que la loi de 1807 suffisait pleinement aux besoins de la répression, et qu'il était inutile, qu'il serait même dangereux d'en aggraver les dispositions. Le rapporteur de la Commission a péremptoirement répondu aux premiers et aux seconds; l'honorable M. Paillet a défendu, avec une remarquable habileté, le projet de la Commission; il n'a laissé aucune objection sans réponse. On accuse, a-t-il dit, la loi d'inopportunité; mais est-il permis de regarder comme inopportune la répression d'abus qui ont excité des plaintes si vives et si nombreuses? On reproche à la loi d'aller directement contre le but qu'elle se propose, en forçant l'usurier à faire prêter à l'emprunteur, outre le prix du capital prêté, les nouveaux risques à courir; mais il y a eu un temps où l'usure était libre, où elle n'avait rien à craindre du Code pénal, et c'est précisément dans ce temps-là qu'elle atteignit les proportions les plus exorbitantes et les plus scandaleuses. On dit encore que la loi sera édulcorée; mais c'est là malheureusement la condition commune à toutes les lois pénales; faut-il donc en conclure que ces lois ne sont qu'une superfétation? Il est, d'ailleurs, une remarque à faire, c'est que la loi nouvelle, par cela même qu'elle punit les actes isolés, qu'elle n'exige pas qu'il y ait tendance et habitude, aura beaucoup moins de chances d'être éludée que la loi de 1807. On ajoute enfin que la loi de 1807 ne laisse rien à désirer; mais cette loi, en ne faisant de l'usure qu'un délit de tendance et d'habitude, s'infirme elle-même; car si l'usure, en tant qu'acte isolé, n'est pas punissable, comment la répétition de cet acte pourrait-elle constituer un délit?

M. Paillet a terminé son discours, en adjurant l'Assemblée, au nom de la morale publique, d'adopter le projet. « Si ce projet n'était pas voté, s'est-il écrié, les usuriers qui ont tous en ce moment les oreilles dirigées vers cette enceinte, ne se rappelleraient que les paroles indulgentes qui ont été prononcées, et ils persévéraient avec plus d'ardeur que jamais dans leurs coupables pratiques et dans leurs habitudes de honteuse cupidité. » Ces derniers mots ont provoqué sur tous les bancs un vif mouvement d'approbation.

Le projet de la Commission a été, en outre, défendu par l'auteur de la proposition primitive, M. Félix de Saint-Priest. Demain, l'Assemblée abordera la discussion des articles; et, dès le début, elle aura à statuer sur un contre-projet proposé par M. Sainte-Beuve. Ce contre-projet, qui stipule en faveur du principe de la liberté absolue des transactions, est ainsi conçu: « Article unique. La loi du 3 septembre 1807 est abrogée. »

Au commencement de la séance, l'Assemblée, à la majorité de 435 voix contre 156, a porté définitivement à 15,000 francs le crédit demandé pour subvenir aux dépenses de l'enquête sur les boissons.

CRÉDIT FONCIER.

Au moment où l'Assemblée législative va s'occuper de la question si grave du crédit foncier, nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs l'opinion d'un magistrat connu par ses travaux sur la matière. Le résumé que nous publions a déjà été imprimé et distribué par ordre du Gouvernement, aux membres du conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce pendant sa dernière session:

« Toute banque foncière trouvera facilement des capitaux pour se constituer, si, d'une part, elle offre pour garantie la terre vierge de toute autre obligation, et si, de l'autre, elle donne à ses obligations un cours facile entre les mains des détenteurs et permet, à l'aide d'une procédure célébre, d'arriver au remboursement de la somme prêtée, dès que les conditions du prêt cessent d'être remplies.

» Sans s'occuper ici du mode d'organisation et des éléments de fondation des banques, on pose en principe qu'il faut tout à la fois laisser concourir l'association des propriétaires et celle des capitalistes.

» Ne composer la banque que du premier élément est la restreindre à un simple spécimen.

» On ferait sans doute beaucoup pour l'exemple, mais on n'atteindrait pas le but.

» C'est surtout de la solution des questions posées en tête de cette note dont son auteur s'est préoccupé, et en résumé il réunit ses propositions aux aphorismes suivants:

» 1° Laisser les banques prêter à toute propriété territoriale grevée ou non grevée déjà par les charges hypothécaires;

» 2° En cas de prêt fait à des terres hypothéquées, autoriser les banques à se substituer de droit à tous les créanciers hypothécaires, en les remboursant immédiatement, bien que la créance ne soit pas exigible;

» 3° Ce remboursement pourrait se faire soit en numéraires, soit en obligations de la banque, au choix des créanciers;

» 4° La substitution aurait lieu au moyen d'une purge légale pour toutes les créances hypothécaires inscrites ou non inscrites;

» 5° Cette purge aurait lieu, à la requête de l'agent de la banque, d'après la procédure voulue pour expropriation pour cause d'utilité publique;

» 6° L'enregistrement des actes de la procédure se ferait en débet, et le Trésor serait remboursé par privilège sur la somme prêtée;

» 7° Les droits d'enregistrement et d'hypothèque, tant pour les actes de purge que pour ceux du prêt, seraient réduits de moitié; ils seraient également réservés, pour être soldés par le privilège sur la somme prêtée, soit en numéraires, soit en obligations de la banque, dans une proportion déterminée, entre l'Etat et les banques;

» 8° La banque aurait sur la propriété privilégiée de vendre jusqu'au remboursement intégral de son prêt, en proportion des sommes encore dues;

» 9° En cas d'insolvabilité des conditions, la vente de la propriété pourrait être poursuivie dans la forme indiquée ci-dessus;

» 10° Cette loi aurait son effet jusqu'à la promulgation du Code hypothécaire.

Dans ces conditions:

» 1° Le Gouvernement ou le département n'aurait besoin de rien garantir;

» 2° La banque, bon juge de la portée de ses opérations, aurait intérêt à prêter aux propriétés grevées jusqu'à un certain chiffre;

» 3° Les créanciers remboursés immédiatement auraient intérêt à prendre des obligations de la banque, puisqu'ils trouveraient non-seulement la terre libérée pour garantie, mais encore la banque elle-même; ils auraient, en outre, une valeur de facile et de sûre négociation;

» 4° L'Etat trouverait, malgré la diminution des droits, un produit beaucoup plus considérable, puisque tout propriétaire grevé aurait un immense intérêt à s'affranchir, ce qui donnerait une somme considérable de mutations;

» Prêteur, emprunteur, Etat, tous y gagneraient; ce serait la vie apportée là où la stagnation engendrait désespoir et désir de changement.

VICTOR FOUCHER.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Portalis, premier président.

Bulletin du 26 juin.

FABRIQUE D'ÉGLISE. — BIENS RESTITUÉS. — ENVOI EN POSSESSION. — ACTION.

Le droit des fabriques d'église sur les biens qui leur ont été restitués par l'arrêté de 7 thermidor an XI, ne prend naissance que par l'envoi en possession prononcé à leur profit par l'autorité administrative; jusque là, les fabriques n'ont pas, sur ces biens, le droit de propriété, mais seulement l'expectative de ce droit, et sont par conséquent sans qualité pour intenter aucune action à leur sujet.

L'obtention ultérieure de l'envoi en possession n'aurait pas pour effet de valider l'action originellement formée sans droit. Spécialement, lorsqu'un arrêt de Cour d'appel, décidant que les fabriques sont devenues propriétaires par le seul effet de l'arrêté de l'an XI, et sans même que l'envoi en possession ait été prononcé, a été cassé par la Cour de cassation, et que, devant la Cour de renvoi, il a été justifié d'un envoi en possession prononcé tout récemment par l'autorité compétente, cet envoi en possession, bien que conférant à la fabrique des droits qu'elle pourra faire valoir par une action nouvelle, ne saurait la faire considérer comme fondée dans l'action par elle intentée avant la naissance de son droit. (Loi du 18 germinal an X, art. 75; décret du 30 déc. 1809, art. 36; Ordonnance du 22 mars 1820, art. 1 et 3.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Renouard, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général Nicias Gaillard, d'un arrêt rendu, sur renvoi après cassation, le 30 mars 1843, par la Cour d'appel de Caen. (Comte Roy et époux d'Albon contre la fabrique de Ste-Foy-de-Conches; plaidsans, M^s Mathieu-Bodet et Huet.)

NOTA. La Cour avait décidé par trois arrêts, des 13 août 1839, 7 avril 1840 et 23 janvier 1843 (le premier, rendu dans la même affaire que l'arrêt d'aujourd'hui, et prononçant le renvoi devant la Cour de Caen), que l'envoi en possession était nécessaire pour conférer aux fabriques la propriété des biens. La question se présentait, cette fois, à juger, modifiée par la circonstance qu'un envoi en possession avait été ordonné depuis, et il s'agissait précisément de savoir si cet envoi en possession avait pour effet de régulariser l'action de la fabrique. Sans cette circonstance particulière, il y aurait eu lieu à renvoi aux chambres réunies.

COUR D'APPEL DE PARIS (3^e chambre).

Présidence de M. Poultier.

Audiences des 7 et 22 juin.

PREMIÈRE ET DEUXIÈME FAILLITE D'UN MÊME INDIVIDU. — DROITS HYPOTHÉCAIRES DES CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE FAILLITE. — LIMITÉS AUX DIVIDENDES ACCEPTÉS PAR LE CONCORDAT.

L'inscription prise au profit de la masse des créanciers dans

les termes de l'article 490 du Code de commerce, n'est qu'une mesure conservatoire ayant pour objet de manifester l'état de faillite, et non de créer un droit hypothécaire en faveur des créanciers individuellement.

Les droits individuels des créanciers ne sont connus et conservés que par l'inscription prescrite aux hypothèques par l'article 317 du jugement homologatif du concordat et dans les limites du concordat.

En conséquence, en cas d'une seconde faillite, les créanciers de la première ne peuvent être colloqués que pour le montant des dividendes promis par le concordat et par eux acceptés, ou pour ce qui leur reste dû sur ces dividendes, et non pour l'intégralité de leurs créances primitives ou de ce qui leur reste dû sur ces créances, et ce nonobstant l'article 526 du Code de commerce, qui autorise les créanciers de la première faillite à réclamer dans la seconde la portion de leurs créances primitives correspondant à la portion des dividendes qu'ils n'ont pas touchés, les dispositions de cet article ne concernant que les droits de tous chirographairement exercés.

Le sieur Bartinet, entrepreneur de bâtiments, était tombé une première fois en faillite, laissant une maison en construction sur laquelle les syndics avaient pris une inscription au profit de la masse, dans les termes de l'article 490 du Code de commerce. Il avait obtenu de ses créanciers un concordat lui faisant remise de 65 pour 100; le jugement qui l'avait homologué avait été inscrit au bureau des hypothèques. La maison en construction avait été achevée, mais presque aussitôt une seconde faillite avait frappé le sieur Bartinet, qui n'avait alors payé aux créanciers de la première que 17 1/2 pour 100 sur les 35 qu'il leur avait promis. La maison vendue, un ordre avait été ouvert sur le prix. Pour quelles sommes les créanciers de la première faillite devaient-ils être colloqués? Était-ce pour ce qu'il leur restait dû sur leurs créances primitives, soit la moitié, comme ils le demandaient, ou seulement pour les 17 1/2 pour 100 leur restant dus aux termes du concordat?

Les premiers juges avaient admis leur prétention par les motifs suivants:

« Attendu que l'inscription hypothécaire prise au nom de la masse par les syndics en vertu de l'article 490 du Code de commerce constitue un droit d'hypothèque au profit des créanciers du failli, ainsi qu'il résulte de l'article 317 du même Code, et du principe même que les créanciers ne pouvant agir individuellement contre le failli pour obtenir une hypothèque judiciaire, ont leurs droits conservés par les actes faits collectivement au nom de la masse par le syndic;

« Attendu que la seconde faillite, en produisant de plein droit la résolution du concordat, n'empêche pas l'inscription prise au nom de la première masse de subsister, mais qu'il s'agit alors uniquement de savoir pour quelle somme les créanciers devront être colloqués dans l'ordre;

« Attendu que, si l'article 526 du Code de commerce ordonne qu'en cas de seconde faillite les créanciers antérieurs qui auraient reçu une partie du dividende promis dans la première faillite, ne puissent venir que pour la portion de leurs créances primitives correspondant à la portion du dividende qu'ils n'auront pas touchée, cet article ne dispose que relativement aux contributions dans la masse comme la loi le dit elle-même, mais que sa disposition est tout à fait étrangère aux effets de l'hypothèque qui résulte au profit des créanciers de la première masse, de l'inscription prise à leur nom;

« Attendu que cette inscription a conservé la totalité des créances de la première masse; qu'à la vérité ces créances auraient pu être éteintes par le paiement d'un dividende de trente-cinq pour cent, aux termes du concordat; mais que ce concordat ayant été résolu de plein droit par la seconde faillite, il ne peut être opposé aux créanciers de la première masse que pour l'exécution qu'il a déjà reçue à leur égard et non pour l'avenir;

« Attendu qu'il résulte de cette exécution que les créanciers de la première masse ayant reçu dix-sept et demi pour cent sur un dividende total de trente-cinq ont été par cela même payés de la part de leur créance qui se trouvait éteinte par ce dividende partiel, relativement au dividende total, soit de la moitié, et qu'ainsi ils demeurent créanciers de la moitié de leur créance primitive. »

Cette décision avait ce résultat bizarre de faire toucher aux créanciers de la première faillite, au lieu de 35 p. 0/0 qui leur avaient été promis par le concordat, la moitié de leurs créances primitives, soit 50 p. 0/0, ce qui, joint aux 17 1/2 p. 0/0 qu'ils avaient reçus, leur assurait 67 p. 0/0, de sorte que la seconde faillite avait pour effet de rendre leur condition meilleure.

M^r Frédéric, avocat des syndics Bartinet, signalait ce singulier résultat, qu'il soutenait aussi contraire à la loi qu'à l'équité. Avant la nouvelle loi sur les faillites, il était passé en jurisprudence que l'inscription prescrite au profit de la masse n'était qu'une mesure conservatoire, une main-mise de la justice sur les immeubles du failli dans l'intérêt de tous les créanciers, sans toutefois créer au profit de chacun d'eux un droit hypothécaire et individuel; la raison en était simple, c'est qu'à l'époque où cette inscription était prise, c'est-à-dire dès l'ouverture de la faillite, les créances n'étaient encore ni connues, ni vérifiées, ni affirmées. Ce n'était que l'inscription du jugement homologatif du concordat qui ouvrait au profit de chaque créancier un droit hypothécaire individuel, parce qu'alors chaque créance était bonne, vérifiée et affirmée; mais ce droit n'existait et ne pouvait exister que dans les limites du concordat qui était la loi qu'ils s'étaient faite à eux-mêmes, et jusqu'à concurrence de leurs créances réduites.

Mais, dit-on, le concordat est résolu de plein droit par la seconde faillite; pourquoi le serait-il au point de vue hypothécaire, puisque sa pleine et entière exécution est assurée par l'inscription du jugement homologatif du concordat? Ce n'est pas la seconde faillite qui résout le concordat, mais son inexécution. Si donc, même au point de vue chirographaire, le concordat pouvait être garanti par des délégations ou transports qui ne seraient pas atteints par le report de la seconde faillite, il devrait encore régler les droits des créanciers de la première faillite.

Enfin l'art. 526 du Code de commerce qui autorise les créanciers de la première faillite à venir à la seconde pour ce qui leur reste dû sur leurs créances primitives est étranger aux créanciers hypothécaires, non dans le sens restrictif que lui ont donné les premiers juges, mais parce qu'il ne concerne que les droits des créanciers au point

vue chirographaire, non parce que le concordat serait... résolu par le fait de la seconde faillite, et que cette résolution...

M. Rivolet, pour le sieur Dufailly, et M. Blondel, pour la veuve et héritiers Forney, tous créanciers de la première faillite...

M. Berville, premier avocat-général, adoptait ce système et concluait à la confirmation du jugement.

Mais la Cour a rendu l'arrêt infirmatif qui suit :

La Cour,

Considérant qu'en droit, il s'agit d'apprécier quelle est, au cas de seconde faillite, l'étendue des droits hypothécaires des créanciers de la première;

Considérant que, sous l'empire de la loi ancienne, l'inscription prise par les syndics dans l'intérêt de la masse, en vertu de l'article 500 du Code de commerce, n'était qu'une mesure conservatoire ayant pour objet de manifester l'état de faillite et non de créer un droit hypothécaire en faveur des créanciers individuellement;

Que les droits hypothécaires des créanciers concordataires n'étaient fixés et établis par l'article 524 dudit Code qu'en vertu du jugement qui avait homologué le concordat, et pour les droits de chacun au dividende consenti; qu'ainsi les créanciers d'une première faillite ne pouvaient plus, quels que fussent les événements ultérieurs, réclamer au préjudice des créanciers postérieurs sur les biens immeubles affectés à leurs créances, des garanties hypothécaires plus étendues que celles déterminées par les conditions du concordat; que cette interprétation est consacrée par une doctrine unanime;

Considérant qu'on ne saurait trouver dans les dispositions de la loi de 1838 des motifs de décision contraires aux principes antérieurs;

Qu'en effet, en ce qui touche le texte, les termes des articles 490 et 517, qui remplacent les articles 500 et 524, ne contiennent rien qui implique nécessairement une modification; que l'expression conservée, énoncée en l'article 517, était elle-même employée dans l'article 524; en ce qui touche l'esprit, il ne s'agit dans l'article 490, comme antérieurement, que d'une mesure conservatoire relative aux droits collectifs d'une masse encore inconnue et incertaine, et c'est en vertu de l'article 517 seulement que les droits individuels des créanciers étant connus, affirmés et vérifiés, trouvent dans l'homologation du concordat la garantie hypothécaire du dividende promis;

Considérant qu'en faisant résulter de la mesure indiquée par l'art. 490 un droit d'hypothèques indépendant de l'art. 517, on arriverait à cette conséquence que le Code de commerce aurait créé un droit hypothécaire collectif, indéterminé, en dehors des prescriptions rigoureuses du droit civil, qui ne reconnaît que des hypothèques légales, conventionnelles et judiciaires; que dans l'art. 526, qui règle, en cas de nouvelle faillite, les droits des créanciers de la première pour la partie de leurs créances non éteintes dans les termes d'un concordat, on ne trouve aucune disposition ayant pour objet de modifier la situation hypothécaire faite aux créanciers par le concordat, et qu'il ressort de l'ensemble de ces prescriptions qu'elles ne concernent que les droits de tous chirographairement exercés;

Considérant qu'accorder aux premiers le droit exorbitant de rétenir ce qu'ils ont touché en vertu du concordat, et d'exercer, contrairement à ses conditions, les droits hypothécaires les plus étendus pour le surplus de leurs créances originaires au préjudice des créanciers de la seconde faillite, ce serait créer un privilège qui ne ressort d'aucune disposition de la loi, et serait contraire à l'équité, notamment dans l'espèce, où c'est avec les deniers des créanciers de la seconde faillite que l'immeuble a été terminé et porté à une valeur considérable; qu'enfin l'admission du système ci-dessus aurait pour résultat de rendre impossible dans les mains d'un failli, après un concordat obtenu, la disposition de ses biens immeubles postérieurement au concordat, serait menacés de l'exercice éventuel des prétentions des créanciers concordataires au-delà des droits par eux acceptés;

Considérant que, dans la cause, il s'agit seulement de régler des droits à l'ordre, et de déterminer pour quelle part les créanciers contestés doivent être colloqués;

Qu'il résulte du concordat consenti par les créanciers de la première faillite de Bartinet, qu'ils se sont soumis à un dividende de 33 pour 100 hypothécairement garanti aux termes de l'art. 517; qu'ils ont touché 17 et 1/2 p. 100 dudit dividende, et qu'ils doivent ainsi être colloqués dans l'ordre ouvert pour le surplus dudit dividende, soit 17 1/2 p. 100 en exécution dudit concordat;

Infirmé, etc., etc.

Audience du 22 juin.

DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS. — UN COMMISSAIRE DE M. LEDOUX-ROLLE.

M. Naudot, avoué de la dame Sautereau, expose ainsi les faits :

En 1840, au moment d'épouser, M. Sautereau envoyait à sa future, qui s'appelait Aglaé, l'acrostiche suivant :

— pour, à mes accents, viens prêter tous tes charmes,
— garde de froids discours pour de moins amoureux;
— aïsse épancher un cœur qui l'a rendu les armes,
— prends à mon amie et ma flamme et mes vœux,
— est que son bonheur seul saura me rendre heureux.

Dans une lettre, il continue ainsi :

Oh! oui, ma douce et tendre amie, je voudrais pouvoir vous peindre, vous exprimer tout ce que m'ont inspiré de profond et de délicieusement senti vos procédés à mon égard. J'ai cru, en effet, ne pas me tromper en découvrant dans vos paroles, toutes réservées qu'elles sont, le retour que mérite le sentiment que j'éprouve pour vous. Combien m'eût été pénible de renoncer à vous après vous avoir connue et appréciée!!! Et combien je bénis l'idée qui m'a suggéré la lettre que j'ai écrite à votre père!!! Oh! soyez mille fois bénie pour le bien que me fait ressentir le consentement que vous avez donné à l'obéissance de votre main.

Et vous avez pu pourtant penser un instant que je voulais me jouer de vous, que je ne craignais pas de provoquer, par une ironie amère, votre ressentiment et votre répugnance contre moi, tandis que je ne faisais que dissimuler, sous cette feinte et apparente gaieté, la plaie toute saignante encore que votre refus venait de faire à mon cœur. Mais à quoi bon vous dire ce que vous savez aujourd'hui aussi bien que moi? Pourquoi chercher à me défendre à présent que vous ne m'accusez plus? C'est que je suis encore si près de cette époque, que le bonheur qui m'arrive me paraît un songe, et que je crains de m'éveiller. Oh! m'éveiller pour renoncer à vous, ce serait un réveil sans lendemain; car le bonheur est plus que la vie, et vous m'avez promis le bonheur. Je sais aussi que je dois me confier à vos paroles, et vos paroles ont été si douces et si pleines d'espoir que je m'ai d'idées que pour le bonheur, et que mon cœur est plein d'actions de grâces pour vous, qui me le procurez.

Que je suis fou de vous débiter tout ce qui me passe par la tête, mais vous me pardonnez, n'est-ce pas? Car je suis encore sous l'impression des sensations éprouvées pendant que j'étais près de vous, puis c'est là ma seule pensée; vous parler de mon amour, soulager mon cœur, et ça me fait tant de bien!

Adieu, ma bonne Aglaé, ma délicieuse amie, recevez mon serment et ma foi, et croyez que ma plus vive sollicitude sera de vous rendre heureuse.

A vous pour toujours!

A. SAUTEREAU.

Le mariage eut lieu, mais bientôt la conduite et le langage de M. Sautereau changèrent; il négligea, puis bat-

tit et injuria sa femme, et finit par l'abandonner, en laissant à sa charge non-seulement un enfant issu du mariage, mais deux autres enfants d'un premier lit, dont M. Sautereau prend encore soin et à qui elle sort de mère.

Que faisait cependant le sieur Sautereau depuis qu'il avait abandonné sa femme? Il s'occupait à consolider la République; il avait été envoyé par M. Ledrou-Rolle en qualité de commissaire-général de la République à Versailles. Mit-il trop de zèle ou trop de mollesse dans ses fonctions? toujours est-il qu'il fut destitué. De retour à Paris, il donna carrière à son humeur battante; il battit sa femme, il battit le père de celle-ci, il battit jusqu'à son propre père; il frappa même dans le passage Choiseul un vieillard, le sieur Masseur, qui se trouvait par hasard, dans un de ces rassemblements si fréquents alors devant le magasin de Jeanne, papeterie, et dans lequel le sieur Sautereau se faisait remarquer par sa patriotique ardeur. Cette fois, le sieur Sautereau ne fut pas heureux, l'ex-commissaire-général fut traduit devant le Tribunal correctionnel qui, malgré la plaidoirie chaleureuse de M. Rivière, son avocat, le condamna à 100 fr. d'amende et aux dépens.

Cependant, M. Sautereau se décida à demander sa séparation de corps; une enquête eut lieu, et bien qu'il en résultât que Sautereau s'était livré envers elle à des sévices et lui avait adressé les injures les plus ignobles en la traitant de rosse, gueuse, coquine, monstre, le Tribunal de Versailles a rejeté la demande comme n'étant pas suffisamment justifiée.

Peut-être le Tribunal a-t-il craint que, le sieur Sautereau ne se présentant pas, il n'eût à prononcer sur une séparation arrêtée d'accord entre les époux.

La Cour n'éprouvera pas ce scrupule et n'hésitera pas à prononcer, quoique par défaut, contre le sieur Sautereau, qui ne comparait pas et qui est aujourd'hui sans domicile ni résidence aucune, une séparation devenue indispensable.

Sur cet exposé fait, et après avoir entendu la lecture de l'enquête, la Cour, sur les conclusions conformes de M. Berville, Premier avocat-général, infirme la sentence des premiers juges et prononce la séparation de corps.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Barthélot.

Audience du 24 juin.

ASSURANCES SUR LA VIE. — RÉTICENCE. — ASSURANCE SUR LA VIE D'UN TIERS. — DÉFAUT D'INTÉRÊT DE L'ASSURÉ. — JEU ET PARI. — LES HÉRITIERS CHEVALIER ET MM. LEVERT ET LEDOUX CONTRE LA COMPAGNIE LA PROVIDENCE.

Est nulle comme entachée de jeu et de pari et comme immorale l'assurance faite sur la vie d'un tiers, lorsque l'assuré ne justifie d'aucun intérêt à l'existence de l'individu sur la tête duquel elle est contractée.

Notre Code de commerce n'a réglementé que le contrat d'assurances maritimes, les assurances terrestres contre l'incendie et sur la vie des hommes et des animaux ne sont encore régies que par les statuts des compagnies approuvées par le Conseil d'Etat; et donnent souvent lieu à de graves difficultés dont le silence de la loi rend la solution d'autant plus difficile.

Le procès dont nous allons rendre compte intéresse au plus haut degré les diverses compagnies d'assurances sur la vie, et présente une grave question de droit.

Voici les faits qui ont donné lieu à ce procès :

Du 10 novembre 1847 au 28 janvier 1848, des assurances pour une somme de 110,000 fr., ont été faites à trois compagnies la Providence, la France et l'Urbaine, sur la vie de M. Chevalier, huissier à Paris, ayant 60,000 fr. au profit de Chevalier, 40,000 fr. au profit d'un sieur Ledoux, et 10,000 fr. au profit d'un sieur Levert. Chevalier est mort à Paris le 4 février 1850, et sa veuve, tant en son nom que comme tutrice de ses enfants mineurs, et les sieurs Ledoux et Levert ont assigné la compagnie la Providence devant le Tribunal de commerce en paiement d'une somme de 110,000 fr., assurée par cette compagnie, savoir: 10,000 fr. au profit de Chevalier, 20,000 au profit de M. Ledoux, et 80,000 fr. au profit de M. Levert.

La compagnie a repoussé ces demandes par deux motifs, le premier applicable aux trois demandeurs et qui résulterait d'une fausse déclaration ou d'une réticence dans la police, attendu qu'au moment des diverses assurances, Chevalier aurait été atteint d'une phthisie pulmonaire à laquelle il a succombé, circonstance qui aurait été cachée à la compagnie. Le second, applicable aux sieurs Ledoux et Levert, présente une question de droit intéressante. La compagnie prétend que ces assurés n'étant ni héritiers ni créanciers du sieur Chevalier n'avaient aucun intérêt à son existence; qu'en contractant une assurance sur la vie ils n'avaient fait qu'une spéculation immorale; qu'à défaut d'intérêt de leur part, le contrat n'était plus qu'un jeu ou un pari sur la durée de l'existence de Chevalier, contrat prohibé par la loi.

Le Tribunal, sur les plaidoiries de M. Victor Dillais, agréé de M. veuve Chevalier; de MM. Ledoux et Levert et de M. Bordeaux, agréé de la compagnie la Providence, a rendu le jugement suivant :

« Vu leur connexité, joint les causes, statuant sur le tout par un même jugement;

« Attendu que la compagnie d'assurances la Providence a assuré sur la vie de Michel-Alphonse Chevalier, savoir :

- 10,000 fr. audit Chevalier;
10,000 fr. à Levert;
20,000 fr. à Ledoux;

« Qu'au moment où les assurances étaient faites, Chevalier était atteint de la maladie à laquelle il a succombé, circonstance qui aurait été dissimulée aux assureurs;

« Que Ledoux et Levert n'ayant aucun intérêt à l'existence de Chevalier, l'assurance faite sur la vie à leur profit est nulle;

« Sur le premier moyen :

« Attendu que la compagnie n'établit par aucune preuve que Chevalier ait été atteint, au moment des assurances dont il s'agit, de la maladie dont il est mort;

« Qu'il résulte au contraire des documents de la cause et des renseignements recueillis qu'il était alors dans un état de santé satisfaisant; que le médecin de la compagnie qui l'a visité a déclaré qu'il était dans de bonnes conditions d'assurance;

« Sur le second moyen, à l'égard de Ledoux et Levert;

« Attendu que le contrat d'assurance a pour but la réparation d'une perte éprouvée par l'assuré; qu'ainsi les assurances contre les risques de la navigation, contre l'incendie, celle qu'un père de famille fait sur la vie pour créer à ses enfants des ressources qu'ils trouvent dans son travail, mais que sa mort prématurée peut leur faire perdre; enfin celle même qu'un fait sur la tête d'un tiers quand on a un intérêt réel et matériel à la conservation de sa vie, et que sa mort peut faire perdre, doivent être considérées comme des actes sérieux dictés par une sage prévoyance;

« Mais attendu que le contrat d'assurance ne pouvant avoir pour résultat des bénéfices en faveur de l'assuré, il ne peut être considéré comme licite si ledit assuré n'est pas propriétaire de la chose qui fait l'objet de l'assurance; s'il n'a pas un intérêt à la conservation et s'il n'a pour but qu'un bénéfice;

« Attendu que ce principe ressort des lois qui existent sur la matière, notamment des dispositions de l'article 347 du Code de commerce qui déclarent nulles les assurances faites sur le fret et les bénéfices espérés, sur les marchandises en cours de transport et les profits maritimes;

« Qu'il s'ensuit qu'une assurance faite sur la vie d'un tiers à la conservation de laquelle non-seulement l'assuré n'a aucun intérêt, mais dont la mort prématurée peut au contraire lui procurer un gros bénéfice, doit être annulée comme immorale; que néanmoins les primes payées doivent rester comme placement et être remboursées aux assurés avec les intérêts produits;

« Attendu que c'est vainement que, pour valider ce genre d'affaires, on prétend l'assimiler au contrat de rente viagère, alors que la rente viagère est ordinairement le prix d'une chose donnée; que ce contrat est autorisé par la loi en vue de la nécessité où se trouvent souvent les personnes de se procurer une augmentation de revenu, tandis que la prime d'assurance sur la vie d'un tiers étranger, payée en vue d'obtenir après sa mort une somme d'argent, ne peut être considérée que comme une mise à une loterie, ce qui est prohibé par la loi;

« Attendu qu'il résulte des débats et des explications des parties qu'il n'existait entre Levert, Ledoux et Chevalier aucune liaison de parenté ni d'intérêt;

« Par ces motifs,

« Vu le rapport de l'arbitre, le Tribunal dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner une enquête;

« Condamne la compagnie d'assurances sur la vie la Providence, par les voies de droit, à payer à la veuve Chevalier des-noms qu'elle procède, sur la remise du titre, la somme de 40,000 fr., avec les intérêts suivant la loi, et aux dépens de ce chef;

« Déclare nulles et de nul effet les deux polices d'assurances au profit de Ledoux et Levert;

« Condamne la compagnie la Providence à payer à Ledoux et Levert le montant des primes qu'elle a touchées en raison des dites assurances, avec les intérêts à compter des versements, et attendu les circonstances de la cause, ordonne qu'il sera fait masse des dépens qui seront supportés :

un tiers par la compagnie, un tiers par Ledoux et un tiers par Levert. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 27 juin.

MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — APPEL. — COMPOSITION DE TRIBUNAL. — JUGES SUPPLÉANTS. — HOMICIDE PAR IMPRUDENCE. — ÉLÉMENTS DU DÉLIT.

Il est permis, en matière correctionnelle, à un juge suppléant, d'assister avec voix consultative aux audiences d'un Tribunal d'appel et de participer au même titre au jugement de l'affaire, bien que le Tribunal étant complètement composé de juges titulaires, l'adjonction de juges suppléants n'étant pas nécessaire. Vainement, dirait-on, que le juge en matière correctionnelle, étant à la fois magistrat et juré, ne peut consulter un autre magistrat qui n'est pas comme lui juge de la cause.

Il n'est pas prescrit, à peine de nullité, aux juges correctionnels, lorsqu'ils prononcent une condamnation pour homicide par imprudence, de nommer ou désigner la victime, ni même de spécifier l'époque et le lieu du délit. Il suffit, pour la régularité du jugement, que le Tribunal constate que le prévenu a causé par son imprudence « la mort d'un individu ou d'un certain nombre d'individus. »

Rejet du pourvoi des entrepreneurs des services de la maison de détention de Clairvaux, contre un jugement du Tribunal supérieur correctionnel de Troyes, du 3 mars 1850.

M. le conseiller Faustin-Hélie, rapporteur; conclusions conformes de M. l'avocat-général Sevin; M. Delachère, avocat.

GARDE NATIONALE. — CONSEIL DE RECENSEMENT. — DISPENSE DU SERVICE. — EFFET RÉTROACTIF.

Lorsqu'un garde national, cité devant le Conseil de discipline pour manquement au service, justifie qu'il s'est pourvu à fin de dispense de service, ce Conseil doit surseoir à statuer jusqu'à la décision du Conseil de recensement.

Dans ce cas, si le Conseil de recensement accorde une dispense temporaire de service, quoique la durée soit calculée seulement à partir du jour même où elle est accordée, la décision du Conseil de recensement n'en produit pas moins un effet rétroactif qui remonte au jour de la demande, et par suite, le Conseil de discipline ne peut prononcer aucune condamnation contre le garde national dispensé.

Cassation d'un jugement du Conseil de discipline de Bernay (Eure), du 25 mai 1849, sur le pourvoi du sieur Fouquet-Kocher, conseiller-rapporteur, M. Isambert, avocat-général, M. Sevin; plaidant, M. Avice.

La Cour a en outre rejeté les pourvois :

- 1° De Jean-Claude Boucher, ayant pour avocat nommé d'office M. Hardouin, contre un arrêt de la Cour d'assises du département de la Haute-Saône, qui le condamne à la peine de mort comme coupable du crime d'incendie; — 2° D'Antoine Aillot, condamné aux travaux forcés à perpétuité par la Cour d'assises du Cantal, pour tentative de meurtre; — 3° De François Santoire, contre un arrêt de la même Cour d'assises, qui le condamne à vingt ans de travaux forcés pour vol sur un chemin public; — 4° De Pierre-Joseph Devouille (Haute-Saône), méconnu et incendie; — 5° De Jean-Baptiste Mouton (Eure), huit ans de travaux forcés; — 6° D'Auguste Mouillie (Isère), dix ans de réclusion, vu qualifié; — 7° De M. le procureur-général à la Cour d'appel de Montpellier, contre un arrêt de la chambre d'accusation de cette Cour, rendu en faveur du sieur Alexandre-Napoléon Rossignol, prévenu d'exposition publique d'emblèmes séditieux pouvant troubler la paix publique; — 8° Du sieur Charles Gillet, contre un jugement du Conseil de discipline de la garde nationale de Saintes, du 8 mai dernier, qui le condamne à vingt-quatre heures de prison; — 9° De Charles Petit, Charles de Singly et Marie-Etienne Arditi, contre un jugement du Tribunal correctionnel; — 10° De Jean Billon et François Royot (Drôme), sept ans de travaux forcés, vu qualifié; — 11° D'Alexandre Gerin dit Pistole, et Marie Cases dit Lacelle (Ariège), meurtre avec circonstances atténuantes; — 12° D'Anne-Julie Giron femme Mabilie (Seine), sept ans de réclusion, vu domestique; — 13° D'Anne Fougère veuve Rigole (Gironde), six ans de réclusion, vu domestique; — 14° De François Logeay (Deux-Sèvres), travaux forcés à perpétuité, empoisonnement; — 15° De José Vidal (Algérie), travaux forcés à perpétuité, fabrication et émission de fausse monnaie française et étrangère; — 16° De Laurent Delabrière (Seine), vingt ans de travaux forcés, complicité d'infanticide; — 17° De Louis Dosch (Moselle), quinze ans de travaux forcés, faux en écriture authentique; — 18° De Louis-Etienne Doz (Isère), dix ans de travaux forcés, complicité du crime d'incendie.

Bulletin du 28 juin.

JURÉ. — FAILLI NON CONCORDATAIRE. — NULLITÉ.

La présence d'un failli non-concordataire, parmi les trente jurés entre lesquels doit être tiré au sort le jury de jugement entraîne la nullité de la procédure et de l'arrêt de condamnation.

Cassation d'un arrêt de la Cour d'assises de Toulouse, du 23 mai 1850, qui a condamné le sieur Jean Degeille, gérant du journal le Reformateur, à un an de prison et 2,000 fr. d'amende pour délit de presse.

M. le conseiller de Boissieu, rapporteur; conclusions contraires de M. l'avocat-général Sevin; plaidant, M. Aubin.

La Cour a, en outre, rejeté les pourvois : 1° De Pierre-Aimé Delaunay et de Julien-Casus Barent contre un arrêt qui le condamne à la peine de six années de travaux forcés; — 2° De Claude Garnier (Vosges), incendie, travaux forcés à perpétuité; — 3° D'Euphrasie Breton, femme Leroux (Marne), cinq ans de travaux forcés, vu qualifié; — 4° De Nicolas-Amable Maignant (Seine-Inférieure), huit ans de travaux forcés, incendie; — 5° De Charles Pannier, Pierre-Ulysse Benard dit Dubois, Charles-Hector Gervais (Seine), dix ans de réclusion chacun, vols qualifiés; — 6° De

Marie-Anne Bassenourt (Seine), sept ans de réclusion, avortement; — 7° D'Antoine Regnier (Rhône), sept ans de réclusion, vol avec fausses clés, maison habitée; — 8° De Pierrette Ramée (Ladre-et-Loire), cinq ans de réclusion, complicité par recel de vol domestique; — 9° De J.-B. Giraud (Bouches-du-Rhône), quatre ans de prison, coups et blessures; — 10° De Jean-Antoine Salgues (Lozère), quatre mois de prison, incendie de récolte.

La Cour a donné acte à l'administration des forêts du département de son pourvoi à un jugement du Tribunal de Charleville, rendu en faveur des sieurs Lefort et Nanquette;

2° A ladite administration du désistement de son pourvoi contre un jugement du Tribunal correctionnel supérieur de Strasbourg rendu en faveur des sieurs Schaeffer et Aldroff.

La Cour a donné acte à la dame Genestoux, femme Thibon, du désistement de son pourvoi contre un jugement du Tribunal correctionnel de Montpellier, qui la condamne à une peine correctionnelle pour outrages envers un commissaire de police à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

COUR D'ASSISES DE L'OISE.

Présidence de M. Huvey.

Audience du 12 juin.

AFFAIRE MOGOT. — INCENDIE VOLONTAIRE DE MAISONS HABITÉES ET D'UNE DÉPENDANCE DE MAISON HABITÉE.

Dans la nuit du 2 au 3 février dernier, un incendie éclata vers une heure dans le village de Thury, au pignon ouest d'une maison couverte en chaume habitée par Pierre-Charles Chevrotin; celui-ci, réveillé par un jeune homme de la commune, s'empressa d'appeler du secours. Le tocsin réunit bientôt la foule autour du bâtiment envahi par les flammes; mais l'on ne parvint à préserver du feu que le rez-de-chaussée de cette maison. La toiture, la charpente, et des bois que renfermait le grenier furent consumés entièrement.

Cet incendie, qui avait commencé à l'extérieur du toit, était évidemment dû à la malveillance; telle fut la conviction de Chevrotin, conforme d'ailleurs à l'opinion générale.

Un témoin, le nommé Autin, rapporta que, vers minuit et demi, sortant de la veillée, il avait aperçu dans le chemin creux dit la Cavée des Vaches, et à une distance de trente mètres environ, un homme grand et fort qui s'arrêta à son aspect; Autin effrayé revint sur ses pas; il se détourna plusieurs fois pour voir s'il était suivi par l'individu qu'il avait voulu éviter, mais il ne le revit plus.

Les gendarmes de Mogy, à qui cette déclaration fut faite le jour même de l'incendie, pensèrent que l'homme qui leur était signalé par Autin avait dû remonter la Cavée et se diriger vers la plaine. Vouant vérifier cette présomption, ils se rendirent dans un clos dit le Clos-Brouillard, et là ils virent des empreintes de pas formant une ligne d'une étendue de 171 mètres. L'irrégularité de cette ligne semblait indiquer une marche incertaine au milieu de la nuit, et le rapprochement des empreintes révélait une fuite précipitée. La trace d'une ficelle attachant une gâtre sous le soulier dont le pied gauche était chaussé, se remarquait sur le sol. Cette particularité, si importante pour la découverte de la vérité, fut constatée par les gendarmes dans un procès-verbal, où ils mentionnaient avec soin les dimensions des empreintes observées par eux. Ces traces, qui commençaient près du lieu de l'incendie, venaient aboutir à la demeure du nommé Mogot. On les retrouvait à la porte de sa maison, dans sa cour et dans son jardin. Ces indices matériels, qui paraissaient devoir confirmer un bruit généralement répandu, ne tardèrent pas à acquiescer le caractère d'une preuve positive.

Les antécédents de Mogot n'étaient pas de nature à le protéger contre les soupçons du public. Ancien garde-champêtre destitué pour inconduite, il passait pour avoir commis des délits ruraux sur le territoire confié à sa surveillance. Il a même été reconnu qu'il y a trente ans environ il se rendit coupable d'une tentative d'assassinat sur la personne du nommé Paquet, qui, à sa prière, voulut bien ne pas le dénoncer à la justice. Ce crime, aujourd'hui prescrit, ne peut plus être l'objet de poursuites judiciaires; mais il a été attesté par les témoignages les plus précis.

Vivant en mauvaise intelligence avec sa femme, ivrogne et oisif, Mogot n'avait aucune ressource légitime; et cependant il faisait au cabaret des dépenses qui semblaient inexplicables.

Tel était l'homme que des signes accusateurs et l'opinion du pays désignaient à l'attention des agents de la force publique.

Mogot n'était pas chez lui lorsque les gendarmes s'y présentèrent. Le maréchal-des-logis se mit à sa recherche et parvint à le trouver près du lieu de l'incendie. Mogot refusa d'abord de faire connaître son nom, et toute sa contenance manifesta l'embarras qu'il éprouvait. Il portait alors des gâtres, dont l'une, celle fixée à la jambe gauche, laissait voir une ficelle ayant servi de sous-pied et paraissant nouvellement coupée. Ses chaussures, rapprochées des empreintes, s'y adaptaient parfaitement, et la trace des clous figurés sur la terre correspondait entièrement avec ceux qui garnissaient les souliers de Mogot; il fut obligé d'en convenir lui-même. Il avoua en outre, après quelque hésitation, que les empreintes existaient dans sa cour et dans son jardin avaient été faites par lui; mais il prétend que depuis plus de trois mois il n'avait pas traversé le Clos-Brouillard, et le lendemain, interrogé de nouveau, il ajouta, au milieu de plusieurs contradictions, que ne trouvant pas sous sa main une corne qui lui servait, disait-il, à chausser ses souliers, il avait mis des gâches pour se rendre à l'incendie. Puis invité à représenter la corne dont il parlait, il fut obligé de reconnaître qu'il n'en avait pas.

Dans son premier interrogatoire devant le juge d'instruction, il déclara que les empreintes provenaient de ses souliers dans toute la longueur du terrain parcouru; puis, revenant sur cet aveu dans un second interrogatoire, il soutint, se contredisant encore, qu'il y avait plus de huit jours qu'il n'était allé du côté de la maison de Chevrotin. On lui fit observer que dans l'intervalle le dégel qui durait depuis une semaine avait délavé la terre, et que des empreintes déjà anciennes ne se fussent pas conservées si longtemps et surtout telles qu'elles existaient.

Mogot avait voulu faire croire qu'il s'était porté tard sur le lieu de l'incendie; il fut prouvé qu'il s'y trouvait tout au plus vingt personnes lorsqu'il y était arrivé.

Ces charges si graves furent encore corroborées par les dépositions des témoins Lachaise et Hardivillers, qui déposèrent que, vers minuit et demi ou une heure, ils avaient entendu marcher dans la sente du Fond près de la maison de Mogot.

Une perquisition opérée au domicile de l'accusé y a fait découvrir des allumettes chimiques et de l'amadou, dont deux morceaux avaient été coupés récemment.

On dut s'enquérir du motif qui avait porté Mogot à commettre le crime qui lui était imputé. Le sieur Chevrotin n'avait pas d'ennemis; l'incendie dont il a été victime ne pouvait donc avoir été inspiré que par un coupable intérêt, il se rappela que deux années auparavant il avait résisté aux sollicitations d'un nommé Martel, agent d'assurances à Clermont, qui l'engageait à assurer sa maison. Martel avait des relations fréquentes avec Mogot, il ne venait jamais à Thury sans l'aller voir

et la veille de l'incendie il avait passé dans le village, circonstance qui, niée ensuite par lui, n'en parut que plus grave. Les rapports de Martel et de Mogot semblaient donc expliquer un crime dont l'auteur était désolé. Mais connu. L'un et l'autre furent arrêtés.

L'incendie commis le 3 février 1850 fit revivre le souvenir de deux autres incendies attribués autrefois à Mogot, et l'instruction, sur ce point, établit la charge de Mogot, et des faits qui doivent être rappelés, car ils forment les deux derniers chefs de l'accusation.

Le 6 août 1848, vers dix heures du soir, un incendie consuma au village de Thury une étable dépendant de la maison habitée par le nommé Villain. La perte, y compris celle des fourrages que contenait ce bâtiment, fut estimée 834 fr.

L'imprudence était étrangère à cet événement; on n'avait ni fait de feu ni porté de lumière dans l'étable.

L'incendie avait d'ailleurs commencé à l'extérieur et par la toiture. Villain avait, lui aussi, refusé d'assurer ses immeubles.

Dans cette soirée du 6 août, le sieur Pauquet, averti par un de ses voisins, se rendit chez Mogot pour l'informer du sinistre dont il venait d'être instruit lui-même; il le trouva se promenant dans sa cour, vêtu comme à l'ordinaire et coiffé d'un chapeau. Il s'éloigna un instant puis revint quelque temps après. Il vit alors Mogot se diriger vers l'incendie, vêtu seulement d'un pantalon et portant sur sa tête un bonnet de coton. Ce changement de costume, qui surprit le témoin, avait un but que les paroles de Mogot firent assez comprendre quelques jours après. Il s'agit, en effet, devant Villain, qu'étant couché sous son escalier, il avait été réveillé par le son de la cloche, et qu'il s'était empressé d'aller travailler à éteindre le feu. Outre que cette allégation est contredite par le témoignage du sieur Pauquet, elle a été démentie par l'accusé lui-même dans son dernier interrogatoire; il a reconnu qu'il n'était pas encore couché, mais il a soutenu que c'était la cloche qui l'avait averti; il n'a d'ailleurs voulu se souvenir ni de la manière dont il était d'ailleurs venu, ni de la conversation rapportée par Villain. Sa culpabilité ressort donc de son étrange conduite et des contradictions dans lesquelles il est tombé. Toute la commune le soupçonna dès lors du crime dont il est aujourd'hui accusé, et Villain a remarqué qu'à partir de cette époque, Mogot, qui auparavant le voyait presque tous les jours, prit soin de l'éviter pendant près de six mois.

Le 19 juin 1846, un autre incendie eut lieu à Thury. La maison habitée par la veuve Dubus et tous les bâtiments qui en dépendaient furent la proie des flammes. Depuis quatre jours, cette femme n'avait pas fait de feu, elle demeura convaincue que l'incendie dont elle avait été victime, et qui avait commencé extérieurement par la toiture à un mètre et quelques centimètres du sol, ne pouvait être que le résultat de la malveillance; on en soupçonna Mogot.

La veuve Dubus et sa sœur déclarèrent que, quatre ou cinq jours avant l'incendie, elles avaient entendu, en passant dans la rue du Marais, Martel dire à Mogot « que ça ne soit pas long. » et Mogot répondre : « Nous avons le temps, nous avons le temps, attendez encore trois ou quatre jours. » Ces propos, qui semblent faire allusion par avance à l'événement du 19 juin, ont été niés par Martel et Mogot, mais ils n'en sont pas moins attestés par des témoins dont la véracité n'est pas douteuse.

Quelques instants avant que l'incendie éclatât, et vers onze heures du soir, une femme Duroyaume ayant eu besoin de sortir, vit passer à trois pas d'elle un homme descendant du côté opposé à l'église et se dirigeant par la rue d'En-Haut vers la demeure de l'accusé; elle reconnut dans cet homme Cyprien-Jérôme Mogot. L'ayant rencontré quelque temps après sur le lieu de l'incendie, elle lui fit observer qu'il avait dû être un des premiers à apercevoir le feu, puisqu'elle l'avait vu venant de ce côté; il ne répondit rien, puis cette femme insistait, il lui dit qu'elle se trompait et qu'il avait été réveillé par la cloche, mais cette assertion, démentie déjà par la femme Duroyaume, l'est encore par un autre témoin.

Le sieur Hennelle, ancien maire, à la porte duquel Mogot alla frapper après que l'incendie se fut manifesté, affirme que le tocsin ne s'était pas encore fait entendre, et qu'il n'a retenti qu'un bon quart d'heure après; il ajoute qu'en allant chercher la pompe il se croisa avec l'instituteur qui courait pour la première fois à l'église afin d'y sonner la cloche.

Ainsi, Mogot comprend qu'il ne peut confesser la vérité sans se perdre, et il est réduit à contester, pour le besoin de sa défense, des faits dont la preuve est invinciblement établie.

Le 19 juin, vers cinq heures du matin, entendant un sieur Taralle raconter que la chaudière était tombée au moment où il était entré dans l'étable, Mogot l'interrompit en disant : « C'est bien cela, le feu a pris par devant et non par derrière, comme on le prétend; il faudra bien dire cela aux gendarmes quand ils viendront dresser le procès-verbal. » Le sieur Taralle répondit à Mogot qu'il interprétait mal ses paroles, et cet empressement de l'accusé à accréditer une erreur fut regardé comme fort extraordinaire.

Quelques heures après, il proposa à un témoin de boire un verre de vin avec lui; ils entrèrent ensemble au cabaret, et après avoir parlé de l'incendie, il dit à son interlocuteur : « Ce n'est pas ma faute, » comme s'il sentait déjà la nécessité de se disculper.

Le même jour, causant encore de l'incendie avec le nommé Labite, « Il n'y a pas de danger pour toi, lui dit-il, tu es assuré. » Ces paroles étonnèrent le témoin qui n'avait parlé de son assurance à personne et n'avait pas mis de plaque à sa maison. Mogot était donc bien au courant des affaires de Martel.

Sa relation avec cet homme n'était pas, du reste, un mystère, et, quelques jours après le 19 juin, on le vit parcourir avec lui la commune pour inviter les habitants à contracter des assurances. Sous l'impression du malheur qui venait de frapper la veuve Dubus, ils en obtinrent une vingtaine.

La conviction dans laquelle on était de la culpabilité de Mogot était si profonde, que, dans une discussion qu'il eut avec lui, un nommé Descouleurs ne craignit pas de l'accuser de l'incendie commis au préjudice de la veuve Dubus, sa belle-mère; il le battit même et l'engagea à le faire assigner pour lui fournir, lui dit-il, l'occasion de prouver ce qu'il avançait. Mogot n'en fit rien; il couvrit son silence d'un défi qu'il ne se sentait pas le droit de relever.

Une considération générale domine cette affaire: trois incendies volontaires de bâtiments non assurés ont eu lieu à diverses époques dans la commune de Thury. Les propriétaires qui en ont été victimes n'avaient point d'ennemis; ils sont persuadés que ces crimes n'ont pu être déterminés par un sentiment de vengeance; il faut donc en chercher la cause dans une pensée d'intérêt et de spéculation. Or, cette pensée n'a pu venir à l'esprit que de deux hommes: l'un, le sieur Martel, d'abord inculpé, a été relaxé en vertu d'une ordonnance de non-lieu par la chambre du Tribunal de Clermont, faute de charges suffisantes. La responsabilité des faits qui sont l'objet de l'accusation pèse donc tout entière sur Mogot, qui on a vu, près du lieu des incendies au moment où ils ont éclaté; sur Mogot dont les traces ont été retrouvées,

à partir de sa maison, jusque dans le voisinage de l'une de celles qui ont été incendiées; sur Mogot, enfin, qui n'a su opposer que des réponses mensongères aux questions des témoins, des gendarmes et du juge instructeur.

Le jury a rendu un verdict négatif sur le troisième chef d'accusation (incendie de la maison de la veuve Dubus, en 1846), mais affirmatif sur les deux autres chefs. Toutefois, il a tempéré ce verdict par l'admission de circonstances atténuantes.

Mogot a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

CHRONIQUE

PARIS, 28 JUILLET.

Deux entrepreneurs qui ont exécuté des travaux dans des immeubles dépendant de la succession de M. Jacques Laffitte, viennent en réclamer aujourd'hui le paiement devant la 5^e chambre du Tribunal civil de la Seine.

Plusieurs fois déjà nous avons rendu compte des contestations auxquelles cette succession a donné lieu. Ainsi, par exemple, on se rappelle que des décisions judiciaires ont laissé la mise en état et l'entretien du moulin de Maisons-Laffitte, chargé de fournir de l'eau aux élégantes et nombreuses villas qui peuplent aujourd'hui le parc de Maisons, à la charge des représentants de M. Jacques Laffitte. Eh bien! c'est d'abord un entrepreneur de plomberie de Saint-Germain-en-Laye, M. Monduit, qui réclame une somme de 1,887 fr. 89 cent. pour travaux de plomberie et d'entretien d'un garde-surveillance du susdit moulin de Maisons-Laffitte. C'est ensuite M. Enguehard, maître couvreur, demeurant à Paris, qui réclame une somme de 3,658 fr. 19 cent. pour abonnements et réparations d'entretien des toitures de l'hôtel Laffitte; et ces deux demandes, MM. Monduit et Enguehard ne les dirigent pas seulement contre la succession de M^{me} veuve Laffitte et contre M. le prince et M^{me} la princesse de la Moskowa, mais encore contre M. Pellerin, administrateur judiciaire de l'usufruit de M^{me} veuve Laffitte, et contre M. Ramond de la Croisette, administrateur de la succession de M^{me} Laffitte et de M. le prince et M^{me} la princesse de la Moskowa.

Le Tribunal, considérant que le sieur Pellerin, administrateur judiciaire de l'usufruit de M^{me} veuve Laffitte, ne devait, aux termes de plusieurs décisions judiciaires, verser aucune somme dépendant de la succession entre les mains de M^{me} veuve Laffitte ou de M^{me} la princesse de la Moskowa, que déduction faite des frais et charges de l'usufruit; considérant que, depuis l'exécution des travaux dont s'agit, M. Pellerin a eu en caisse des sommes suffisantes pour en opérer le paiement, sommes qu'il a eu tort de verser entre les mains de M^{me} veuve Laffitte ou de M. le prince et de M^{me} la princesse de la Moskowa, avant d'en avoir déduit les frais, a condamné solidairement Pellerin, tant en son nom personnel que comme administrateur de l'usufruit de M^{me} veuve Laffitte, Ramond de la Croisette, comme administrateur, et M. le prince et M^{me} la princesse de la Moskowa, dans la proportion mise à leur charge, au paiement du montant de ces deux demandes.

Le journal *l'Ami du Peuple* a été saisi aujourd'hui à la poste et dans ses bureaux, à raison de la publication d'un article intitulé : *Assassins et Athées*. Des poursuites sont dirigées contre le gérant de ce journal sous la double inculpation d'excitation à la haine et au mépris des citoyens les uns contre les autres, et de provocation au crime d'assassinat.

Le sieur Lalé, gérant de la *Feuille du Village*, avait été condamné par défaut à deux années de prison et 4,000 francs d'amende (Voir *Gazette des Tribunaux* du 23 juin), à raison de la publication d'un article intitulé : *Petits Pamphlets Champenois*. Il a formé opposition à cet arrêt, et l'affaire s'est présentée contradictoirement devant le jury.

La prévention a été soutenue par M. l'avocat-général Suin et combattue par M^e Boissel, avocat. Le jury ayant rapporté un verdict d'acquiescement, la Cour a ordonné la restitution des exemplaires saisis.

Un sieur Raimbaut, fabricant de biscuits, poursuivi devant le Tribunal de commerce par un sieur Roy, marchand épicer, en paiement de fournitures de sucre, prétendit qu'il avait été trompé sur la quantité de la chose vendue, et dans cette prétention il traduisit par citation directe le sieur Roy devant le Tribunal de police correctionnelle.

Le 23 avril, il intervint un jugement qui déclara ledit sieur Roy coupable de tromperie sur la quantité de la marchandise vendue, et le condamna à quatre mois de prison, 50 fr. d'amende et 600 fr. de dommages-intérêts.

Roy interjeta appel de ce jugement, et la Cour, dans son audience du 27 juin a, sur la plaidoirie de M^e Grillet, défendeur du prévenu, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général, rendu un arrêt qui renvoie le sieur Roy des fins de la plainte, et condamne le sieur Raimbaut, partie civile, aux dépens.

MM. Leboeuf, Milliet et C^e, gérants de la fabrique de porcelaine de Creil, ont saisi le Tribunal de police correctionnelle (6^e chambre) d'une plainte en diffamation qu'ils dirigent contre M. Lesueur, gérant du journal le *Mercur Français*, à raison d'un article publié dans le numéro du 5 mai.

M^e Duvergier expose et développe la plainte et conclut, au nom de ses clients, qui se sont portés partie civile, à ce que M. Lesueur soit condamné à leur payer une somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts, et à insérer dans plusieurs journaux le texte du jugement à intervenir.

M^e Marie présente la défense de M. Lesueur. Conformément aux conclusions de M. l'avocat de la République Puget, le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« Attendu que, dans l'article incriminé du journal le *Mercur Français*, numéro du 5 mai dernier, Leboeuf et Milliet sont présentés comme ayant été condamnés par la justice;

« Qu'il y est indiqué que, s'inclinant devant les conséquences morales de cette fustigation judiciaire, Milliet a résigné les fonctions de juge au Tribunal de commerce, dont il était revêtu;

« Et que le rédacteur exprime sa surprise que Leboeuf ait conservé les qualités de membres de la chambre du commerce et de représentant du peuple;

« Attendu que ces allégations, faisant allusion à une condamnation qui n'a pas été prononcée, n'ont été livrées à la publicité que dans une pensée malveillante; qu'elles sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération des plaignants, et constituent dès lors le délit de diffamation;

« Condamne Lesueur à 100 fr. d'amende et à payer à Leboeuf et Milliet une somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts; ordonne que le présent jugement sera inséré dans trois journaux au choix des plaignants et aux frais de Lesueur, fixe à un an la durée de la contrainte par corps. »

L'invention des lits en fer, si utile en général, offre, appliquée aux prisons, un grave inconvénient, c'est d'être un instrument d'évasion; ainsi presque toutes les tenta-

tatives de ce genre se font avec un pied de lit, ce pied sert à faire sauter les gâches des serrures, à percer des trous dans le mur, etc.

En voici un nouvel exemple :

Dans la nuit du 18 au 19 avril dernier, les nommés Evrard et Lecomte, détenus à la Force, tentèrent de s'évader. Le premier, condamné en 1849 à cinq ans de travaux forcés, s'est évadé le 19 janvier 1850, il a été arrêté et écroué de nouveau.

Le second est détenu pour vols et émission de fausse monnaie.

A l'aide d'un pied de lit, il fit sauter la gâche de la serrure d'une porte de communication; arrivés dans la pièce voisine, ils pratiquèrent un trou qui les conduisit dans une cheminée, mais le haut de la cheminée étant grillé, ils durent renoncer à leur projet.

Ils sont aujourd'hui traduits pour ce fait devant la police correctionnelle.

La participation à cette tentative n'a pas été prouvée à l'égard de Lecomte; en conséquence, il a été acquitté. Evrard a été condamné à huit mois de prison.

— Pauvre Geneviève, comme elle fait bonne figure devant le Tribunal; elle a des cheveux roux, mais de grands yeux bleus; elle a vendu des journaux sans autorisation, mais elle a vingt ans, et ses deux mains croisées sur une taille arrondie, témoignent que dans quelques mois, elle aura un bien autre compte à rendre que celui qui lui demande la justice.

M. le président : Vous avez vendu des journaux sans autorisation ?

Geneviève : Monsieur, j'aurai bientôt trois enfants.

M. le président : Il fallait vous adresser à la Préfecture de police.

Geneviève : Monsieur, mon mari est malade.

M. le président : Vous avez vendu des journaux qu'il est défendu de vendre sur la voie publique.

Geneviève : J'aurais bien préféré aller savonner, qui est mon état, mais mon mari qui est malade, mes deux enfants qui ont bon appétit, et l'autre qu'on ne sait pas encore le parrain... (Geneviève n'achève pas, et deux grosses larmes coulent sur ses joues.)

Le Tribunal a prononcé contre Geneviève une condamnation à 25 fr. d'amende.

— Voilà neuf gaillards qui boivent bien, il faut le reconnaître : ils ont avalé, à eux neuf, cent bouteilles de vin. Et on parle de nos pères qui buvaient dru; allons donc! Panard n'était qu'une femme.

Le plus curieux, c'est que, sur ces neuf individus, il y a cinq enfants.

Il faut convenir que M. Sallet, auquel le vin a été volé, avait bien placé sa confiance; embarrassé dans ses affaires et sous le coup d'une saisie, M. Sallet avait dû momentanément quitter Paris; il avait confié ses clés à un jeune Biau.

Flatté de cette marque de confiance, Biau se dit : il faut sauver la cave du bourgeois des mains de ces affreux huissiers. Il court communiquer cette bonne pensée à ses amis et connaissances, et l'on enlève cent bouteilles; malheureusement l'arrivée des officiers ministériels empêche qu'on pût en soustraire davantage.

Par le temps qui court, on attrappe chaud et soif, et, quand on a monté cent bouteilles de la cave, on a besoin de se désaltérer. C'est ce qui arriva à tous nos officiers; seulement, leur soif étant juste égale à la somme de leur travail, ils burent les cent bouteilles de vin pour la peine qu'ils avaient eue à les monter.

Ils comparaisaient pour ce fait devant la police correctionnelle; ce sont les nommés Laurent Biau, Louis Berthe, Marie Melot, Joseph Mestre, Louis-Hyacinthe Lemaire, Léopold-Hippolyte Lemasle, son fils, Etienne-François Dieul, Charles Cornu, et Désiré-Alexandre Carré.

M. Sallet est entendu.

M. le président : Avez-vous plusieurs espèces de vins dans votre cave ?

Le témoin : Oui, M. le président, du vin ordinaire et des vins fins.

M. le président : Quelle espèce de vin ont-ils bu ?

Le témoin, souriant : Oh! ils n'ont bu que des vins fins.

La participation à cette orgie n'ayant été prouvée qu'à l'égard de Biau et de Berthe, le premier, âgé de moins de seize ans, a été condamné à trois mois de correction, le second à 50 fr. d'amende, et les autres acquittés.

— Le nommé Kickek comparait aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle comme prévenu de vol au préjudice de M. Richard, restaurateur, rue Vivienne. Deux jours de suite, le chef de cet établissement vit s'attabler chez lui le prévenu, qui se faisait invariablement servir un potage et un plat de viande, et deux jours de suite aussi les garçons remarquaient deux couverts de maillechort dans l'argenterie dont ils avaient à rendre compte.

Le troisième jour, Kickek ne reparut plus au restaurant de la rue Vivienne, et le sieur Richard croyait en être encore pour ses deux couverts, lorsque, appelé par le commissaire de son quartier, il reconnut son argenterie sur le bureau même du magistrat; les différentes pièces portaient encore les traces de l'inscription : Restaurant-omnibus, qu'on avait essayées de faire disparaître, et elles avaient été saisies sur Kickek au moment où il cherchait à les vendre à un bijoutier. On trouva aussi sur lui plusieurs autres couverts en maillechort dont il se proposait de faire le même usage de substitution, et à son domicile huit petites cuillers à café provenant évidemment de vols pratiqués à l'aide des mêmes moyens.

Un grand nombre de restaurateurs qui avaient porté plainte contre des voleurs inconnus, furent confrontés avec Kickek pendant le cours de l'instruction, mais nul ne put le reconnaître, non plus que les huit petites cuillers. Quant au sieur Richard, il reconnaît positivement le prévenu, qui soutient mordicus avoir acheté cette argenterie à un individu dont malheureusement il ne peut donner ni le nom, ni l'adresse.

Conformément aux conclusions de M. l'avocat de la République Avond, le Tribunal condamne le prévenu à un an de prison.

— Une charmante petite boîte, surmontée d'un cœur percé d'une flèche, est déposée sur le bureau du 2^e Conseil de guerre. Malheureusement elle est vide; le bijou précieux qu'elle était destinée à conserver a disparu. Une main profane, au mépris de tous les sentiments affectueux, s'est emparée du gage d'amour qu'une gentille gantière de Grenoble avait tressé avec une grande délicatesse pour un jeune sous-officier de la garnison de Paris.

L'auteur de ce larcin est le chasseur Thibal, remplaçant au 15^e léger. Cet homme, séduit, non par l'œuvre d'art qui enlaidit dans le même chiffre, tracé en cheveux, les initiales : P. M. J., mais par le joli fermoir en or qui en faisait une bague élégante, a détruit ce souvenir des moments heureux que le sous-officier avait passés dans la garnison de Grenoble, alors qu'il faisait partie de l'armée des Alpes.

Le possesseur de ce bijou n'était que dépositaire. Il l'avait reçu des mains de la jolie gantière pour l'apporter à Paris. En route, le chasseur Lambert eut la cu-

riosité d'ouvrir la boîte qui lui avait été confiée, et il montra à ses camarades le cadeau adressé au sergent Montagne. Ce fut une très grande faute; parmi les militaires qui admiraient le plus ce bijou était le chasseur Thibal, camarade de lit de Lambert. Il profita de cette circonstance pour enlever pendant la nuit la bague renfermée dans la boîte.

C'était bien peu de chose sans doute, au point de vue de la valeur matérielle, mais il n'y eut qu'un cri d'indignation dans toute la compagnie lorsque le chasseur Lambert s'aperçut qu'il avait été volé. Les soupçons ne tardèrent pas à se porter sur le remplaçant Thibal, dont la conduite laissait beaucoup à désirer.

Le sergent-major Guiter fit une enquête; il apprit que la bague volée avait été vendue pour 2 francs à un bijoutier de Joigny, qui ne s'attachant qu'à l'or, avait anéanti le joli travail de la sensible Grenobleise.

Une plainte fut portée au général commandant la subdivision de Melun, et Thibal, arrêté par la gendarmerie, fut conduit à Paris. Le bijoutier fut dénoncé au procureur de la République.

Aujourd'hui Thibal est en présence de la boîte accusatrice. Il n'ose la regarder, et cependant il nie tout; il se proclame innocent.

Lambert, témoin, s'exprime ainsi : « Mon colonel, j'aimerais mieux que cette perte fût pour moi que pour mon ami. C'est pour moi une abomination. J'aimerais mieux qu'on m'eût coupé le petit doigt de la main gauche que d'être volé comme ça. C'était pour le sergent un gage d'amour. Arrivés à Montreuil, on voulut le voir encore; moi, j'ouvrai mon sac, la boîte y est, mais la bague, point. Je cherche, je fouille, je bouscule tout dans mon sac; rien. J'étais au désespoir; bientôt tout le monde sut cette nouvelle. Alors, le chasseur Henri dit : « Le coupable, je le connais, c'est ton camarade de lit; c'est Thibal. Le voilà... »

Le prévenu, vivement : Pas vrai! pas vrai! c'est pas moi.

M. le président : N'interrompez pas le témoin; vos antécédents sont fâcheux.

Le témoin : Henri ajouta : J'étais avec lui quand il l'a vendue pour 2 francs à Joigny. Le fait fut confirmé par d'autres personnes qui avaient vu de l'argent à Thibal, dont la bourse était à sec depuis longtemps.

Thibal : Ce sont des meneries. Pas vrai! pas vrai!

Les débats qui s'établissent sur ce point, ne laissent aucun doute sur la culpabilité du prévenu.

M. le capitaine d'Hennezel, commissaire du Gouvernement, soutient la prévention, et M^e Dumesnil présente la défense de Thibal.

Le Conseil déclare Thibal coupable de vol et le condamne à trois ans de prison.

Erratum. — Une erreur dans la mise en page a rendu inintelligible une partie du compte-rendu de l'affaire entre MM. Bissette et Baresté (Voir la *Gazette des Tribunaux* du 28 juin). Après ces mots : « Le gérant de la République inséra la réponse, mais... après la signature du gérant, » il faut retrancher les cinq lignes qui suivent et reprendre l'alinéa : « M. Bissette ayant cru, etc. »

DÉPARTEMENTS.

LOIRET (Orléans), 27 juin. — Un affreux accident est arrivé hier soir, à dix heures, dans la rue Nationale.

Deux jeunes gens, l'un clerc de notaire, l'autre menuisier-ébéniste, appelé Ludovic Pierra, se promenaient tranquillement sur le trottoir de la rue Nationale. Ils étaient devant le magasin de M. Pilois, à la *Barbe d'or*, lorsqu'une pierre énorme se détacha de l'entablement de la maison, vint tomber sur la tête du jeune Pierra, et le précipita sur le trottoir.

Cette pierre, d'un poids de trente kilos environ, n'était pas tombée d'aplomb. Elle avait d'abord atteint le rebord en zinc qui recouvre la devanture du magasin, puis elle avait ricoché sur Pierra. Quant à son camarade, il avait pu, par un bonheur inouï, se jeter de côté et éviter le coup qui devait le tuer en même temps que ce pauvre jeune homme.

Il était alors dix heures, la rue était presque déserte, on fermait les boutiques. La pierre en tombant fit un bruit énorme. En même temps le camarade de Pierra poussait un cri perçant. Les voisins accoururent aussitôt. On entra le blessé dans le magasin de M. Pilois, et on envoya chercher des médecins.

MM. les docteurs Dolier et Latour arrivèrent. Pierra avait le crâne fracassé. Le sang coulait abondamment par une blessure de plus de dix centimètres, et s'échappait aussi par le nez et la bouche. Le blessé était sans connaissance, et la commotion reçue au cerveau avait été si forte qu'il avait perdu instantanément toute sensibilité.

Un pansement fut appliqué. Le curé de Saint-Paul, M. Boutillier, qui était accouru sur le lieu de l'accident, après s'être assuré auprès des médecins que la mort était imminente, administra au blessé les secours de la religion, au milieu de l'assistance qui se trouvait dans le magasin.

On transporta ensuite Pierra à l'Hôtel-Dieu, où de nouveaux soins lui furent donnés, malgré son état désespéré. Une saignée fut pratiquée par M. Debrout, mais en vain. Il expira au bout de quelques instants.

Pierra avait 20 ans; c'était un excellent sujet, et il était le soutien de sa vieille mère, qui est plongée dans la douleur. Il laisse aussi de vifs et sincères regrets chez son patron, M. Billard, menuisier, rue d'Illyers, où il travaillait depuis déjà six ans.

ÉTRANGER.

ANGLETERRE (Londres), 27 juin. — La Cour de l'archevêque de Cantorbéry, présidée par M. le juge Maden, a cité pour comparaître à sa barre le révérend Seaton Karr, vicaire à Brockeley, dans le diocèse de Gloucester, accusé d'adultère, d'ivrognerie, de juremens habituels et d'autres actes contraires à la sainteté de ses fonctions. M. le docteur Harding, conseil de M. Karr, a présenté des exceptions contre la promotion ou plainte de l'évêque diocésain. La cause a été ajournée jusqu'à la prochaine session.

ÉTATS-UNIS (New-York), 15 juin. — Nous avons annoncé que le général Lopez avait été arrêté une seconde fois à la Nouvelle-Orléans, par ordre du président des États-Unis, comme ayant entrepris la guerre, de son chef, contre une nation amie. Il a comparu le 8 juin devant la Cour de district, qui l'a mis en liberté moyennant une caution de 3,000 dollars (16,250 fr.). La procédure s'instruit lentement et n'aboutira peut-être à aucun résultat.

Nous recevons des nouvelles de la Havane. Cinq Américains faits prisonniers à Cardenas, après la retraite de Lopez, ont été condamnés à être passés par les armes; mais on assure qu'ils ont obtenu un sursis.

Soixante-un individus faits prisonniers à bord des navires *Georgiana* et la *Sarah-Lond*, ont été traduits devant un Conseil de guerre. Les consuls anglais et américains ont assisté à tous les débats. Il n'y a eu de condamnation à mort que contre les deux capitaines; les autres sont condamnés à la détention. On pense que ces jugements ne seront pas exécutés, et que le capitaine-général attend des ordres de Madrid.

Si le gouvernement de Cuba montre de l'indulgence pour les prisonniers des Etats-Unis, il n'en est pas de même pour les colons que l'on suppose avoir été d'intelligence avec les envahisseurs. On croit généralement que si Lopez avait pu tenir quelques jours de plus à Cardenas, il aurait été rejoint par une troupe d'insurgés.

Plusieurs riches habitants de la Havane, de San-Yago, de Matanza et de Cuba, résidents des Etats-Unis, accusés d'avoir pris part au complot, sont cités devant le Tribunal militaire de la Havane, où ils seront jugés par contumace. Le séquestre est déjà mis sur leurs biens.

(Boston), 14 juin. — M. Webster, professeur de chimie au collège de médecine de Boston, condamné à la peine capitale pour avoir assassiné un autre professeur, le docteur Parkman, son créancier, s'est pourvu en nullité pour cause d'erreur devant la Cour suprême de l'Etat de Massachusetts, séant à Boston.

M. Goodrich, son avocat, a argué de plusieurs vices de forme qui auraient eu lieu dans la procédure préliminaire; et d'où il résulterait que la Cour qui a prononcé l'arrêt ne se trouvait pas régulièrement saisie.

Il a été donné lecture d'une requête rédigée par le condamné lui-même, dans laquelle il est dit que le professeur Webster n'a point exercé son recours dans le vain désir de retarder de quelques jours l'exécution de sa

condamnation, s'il l'avait méritée, mais que les erreurs commises étaient de telle nature qu'elles avaient dû influencer sur le jugement du fond.

Le procureur général a combattu les moyens de cassation comme frivoles et demandés, en présence de tant de preuves accumulées, le condamné Webster pouvait espérer qu'un second jury annulerait la décision du premier.

M. le juge Merrick, autre conseil de M. Webster, a répliqué. La Cour a mis la cause en délibéré pour prononcer son arrêt dans le délai de deux ou trois jours.

Demain, grandes régates à St-Germain, sur la Seine, au bas de la Terrasse. Chemin de fer, rue St-Lazare, 124.

Bourse de Paris du 28 Juin 1850.

Table with columns: FIN COURANT, Précéd. clôture, Plus haut, Plus bas, Dernier cours. Rows include 5 0/0 fin courant, 5 0/0 (Empr. 1848) fin c., 3 0/0 fin courant.

Table with columns: AU COMPTANT, Hier, AuJ., AU COMPTANT, Hier, AuJ. Rows include St-Germain, Versailles, Paris à Orléans, Paris à Rouen, Rouen au Havre, Mars à Avign., Strasbourg à Bâle.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with columns: AU COMPTANT, Hier, AuJ., AU COMPTANT, Hier, AuJ. Rows include St-Germain, Versailles, Paris à Orléans, Paris à Rouen, Rouen au Havre, Mars à Avign., Strasbourg à Bâle.

L'huile de foie de morue naturelle, seule admise à l'exposition de 1849, se vend rue Saint-Martin, 36, à l'Oliver.

Aujourd'hui, au Théâtre-Français, 1^{re} représentation du Chandelier. Ce petit chef-d'œuvre de M. Alfred de Musset, joué par MM. Samson, Brindeau, Delaunay, Got, et M^{lle} Allou, Le Roman d'un heure, et les Folies amoureuses compléteront le spectacle.

CHATEAU D'ASNIÈRES. — De tous les établissements publics, le parc d'Asnières est le mieux situé. Il se rapproche le plus de l'ancien Tivoli, qui a été longtemps le rendez-vous de la haute fashion. Demain dimanche 30 juin, grande Fête extraordinaire. Illumination et feu d'artifice par Bied et Rugieri. L'orchestre sera conduit par Denault. Prix : 2 fr.

Le ballon qui s'éleva dimanche à l'Hippodrome, sera monté par M. Margat, le doyen des aéronautes. On parle d'autres choses curieuses en équitation et en excentricité. La nouvelle administration veut arriver à rendre à l'Hippodrome, par un nouveau luxe, son ancienne prospérité.

SPECTACLES DU 29 JUILLET.

OPÉRA. — THÉÂTRE DE LA RÉPUBLIQUE. — Le Chandelier, les Folies. OPÉRA-COMIQUE. — Le Songe d'une nuit d'été. THÉÂTRE-HISTORIQUE. — Les Trois Racan, Pauline. VAUDEVILLE. — Un Vieil Innocent, les Sociétés secrètes. VARIÉTÉS. — L'Alceve, les Nains du Roi, la Gamine. GYMNASE. — Princesse, une Femme, le Bourgeois de Paris. THÉÂTRE MONTANSIER. — Jeu de l'Amour, Roméo, C'en est un. GAITÉ. — Chodur Duclos. AMBIGU. — Le Roi de Rome.

Ventes mobilières.

VENTE DE LIVRES DE DROIT. 1,200 VOLUMES bien reliés, après décès de M. ***, avocat; Le mardi 2 juillet 1850, midi, place de la Bourse, 2, salle n° 3; Par le ministère de M. DAUPELEY, commissaire-priseur à Paris, rue du Hasard-Richelieu, 13, assisté de M. Ponchet, libraire, rue de Touraine-Saint-Germain, 4, chez qui se distribue la notice. (3344)

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

Paris TERRE DE CHAILLY-EN-BIÈRE Etude de M^e DENORMANDIE, avoué à Paris, rue du Sentier, 24.

Vente sur licitation, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris, le mercredi 31 juillet 1850, deux heures de relevée. De la TERRE DE CHAILLY-EN-BIÈRE, située commune de Chailly, arrondissement de Melun (Seine-et-Marne). En douze lots. 1^{er} lot. — Grande ferme de Chailly, clos en dépendant et 182 hectares 83 ares 77 centiares de terres labourables, 250,000 fr.

Total des mises à prix : 373,500 fr. S'adresser : A Paris : 1^o A M^e DENORMANDIE, avoué poursuivant, rue du Sentier, 24; 2^o A M^e Glandaz, avoué colicitant, rue Neuves-Petits-Champs, 87; 3^o A M^e Thiac, notaire, place Dauphine, 23; 4^o A M^e Poumet, notaire, rue du Faubourg-Poissonnière, 3. A Melun :

A M^e Cocteau et Costeau, notaires; Et sur les lieux : Au concierge du château de Chailly. (3342) 4

Paris MAISON RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE. Etude de M^e VINAY, avoué à Paris, rue Louis-le-Grand, 21.

Adjudication, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le samedi 20 juillet 1850, deux heures de relevée. D'une belle MAISON sise à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 12, avec grand terrain de 360 mètres en cours de construction. Mise à prix : 300,000 fr. S'adresser, pour les renseignements : 1^o A M^e VINAY, avoué poursuivant, dépositaire du cahier des charges et des titres de propriété; 2^o A M^e Péronne, avoué, rue d'Aboukir, 35; Et sur les lieux, pour les visiter. (3339) 1

Paris MAISON A USAGE D'HOTEL, A PÉRONNE (Somme). Etude de M^e GLANDAZ, avoué à Paris, rue Neuves-Petits-Champs, 87.

Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le 20 juillet 1850, D'une MAISON, à usage d'hôtel, sise à Péronne (Somme), rue du Gladimont, 2. Produit net : 4,400 fr. Lorsque la porte Saint-Nicolas sera ouverte, le produit sera élevé de droit à 1,600 fr. Mise à prix : 12,000 fr. S'adresser pour les renseignements : 1^o A M^e GLANDAZ, avoué à Paris, rue Neuves-Petits-Champs, 87; 2^o A M^e Lefler, notaire à Paris, rue Saint-Honoré, 290; 3^o A M. Roussel, à Passy, près Paris, rue du Petit-Parc, 46; 4^o Et à M. Fournel, négociant à Péronne. (3340)

Paris MAISON RUE PAVÉE, 12. Etude de M^e PIERRET, avoué à Paris, rue de la Monnaie, 11.

Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, au Palais-de-Justice, à Paris, deux heures de relevée, le mercredi 24 juillet 1850, D'une MAISON sise à Paris, rue Pavée, 12 (au Marais). Mise à prix : 8,000 fr. S'adresser : A M^e PIERRET, avoué, rue de la Monnaie, 11, dépositaire d'une copie du cahier des charges; Et sur les lieux. (3341)

Paris PARTIE DE FORÊT et FERME CALVADOS. Etude de M^e LAVALX, avoué à Paris, rue Neuves-Saint-Augustin, 24.

Vente sur licitation, en l'audience des criées de Paris, le samedi 20 juillet 1850, D'une partie de la FORÊT DE TOUQUES et d'une petite FERME y attenante, d'une contenance de

69 hectares environ, sis commune de St-Gatien-des-Bois, canton de Honfleur (Calvados), et dépendant de la succession d'Aligre. Ces bois sont très beaux et bons à couper de suite. Mise à prix : 90,000 fr. S'adresser, à Paris, aux avoués et notaires de la succession; et sur les lieux, au sieur Pillon, garde. (3343)

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES. Paris MAISON RUE TOUR-D'Auvergne. Adjudication en la chambre des notaires de Paris, par M^e DESCOURS, le mardi 9 juillet 1850, à midi.

D'une MAISON sise à Paris, rue de la Tour-d'Auvergne, 18 nouveau, susceptible, le tout étant loué, d'un produit de 4,000 fr. Mise à prix : 25,000 fr. Une enchère adjudicera. S'adresser à M^e DESCOURS, notaire, 1, rue de Provence. (3318)

Paris 2 MAISONS A CLIGNANCOURT. Adjudication en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M^e DUCLOUX, l'un d'eux, le mardi 2 juillet 1850, à midi.

DEUX MAISONS de construction récente, en parfait état, situées à Clignancourt, commune de Montmartre. L'une rue Marcadet, 7, Sur la mise à prix de 28,500 fr. L'autre rue Labat, 6, Sur la mise à prix de 26,500 fr. Le produit de chaque maison est de 3,000 fr. environ. Il y aura adjudication sur une seule enchère. S'adresser à M^e DUCLOUX, notaire, rue de Choiseul, 16. (3219)

Pithiviers IMMEUBLES DANS LE LOIRET. Etudes de M^s DELANOUE et DEVAUX, avoués à Pithiviers.

Vente sur licitation entre majeurs et mineurs, en quinze lots, Par le ministère de M^e MEUNIER, notaire à Pithiviers. 1^o Du DOMAINE DE LA MOTTE POIRIER, situé commune de Montbarrois, près Boiscommun, canton de Beaune-la-Rolande, arrondissement de Pithiviers (Loiret). Consistant en une charmante maison d'habitation, jardin fruitier et potager, pièces d'eau empoissonnées, charmillles, bois, vignes et terres, d'une contenance totale d'environ 14 hectares. Mise à prix : 25,000 fr. 2^o De la FERME DES BRUYÈRES, située commune de Chambon, même canton. Composée de bâtiments d'habitation et d'exploitation, de terres, prés et bois, d'une contenance totale d'environ 47 hectares, et formant un ensemble dont toutes les parties sont adhérentes. Le fermage, non compris les bois (3 hectares 66 ares 62 centiares), est de 1,270 fr. Mise à prix : 20,000 fr. 3^o D'une MAISON située à Boiscommun.

Mise à prix : 500 fr. 4^o De deux MAISONS contiguës, sises à Pithiviers, faubourg St-Laurent. Mise à prix : 3,000 fr. 5^o Et de 11 PIÈCES DE TERRE, vigne et pré, situées sur les communes de Montbarrois, Boiscommun, Saint-Loup et Vriigny. Dont les mises à prix s'élèvent ensemble à 3,615 fr. L'adjudication aura lieu, savoir : le dimanche 7 juillet 1850, à midi, à la Motte-Poirier, pour les biens de Montbarrois, Chambon, Boiscommun et Saint-Loup; Et le dimanche 14 même mois, à midi, en l'étude de M^e Meunier, notaire, pour les maisons de Pithiviers et les biens de Vriigny. S'adresser pour les renseignements : A Pithiviers : 1^o A M^e DELANOUE et DEVAUX, avoués poursuivants; 2^o A M^e Banoulet, avoué colicitant; 3^o A M^e Meunier, notaire, commis pour la vente; 4^o A M^e Lemaire, notaire. (3276)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PARIS A ROUEN. MM. les porteurs d'obligations de l'emprunt de six millions contracté par la Compagnie le 1^{er} août 1845, sont prévenus que les obligations portant les n^{os} 3290 — 3209 — 3216 — 3231 — 3227 — 3283 — 3300 — 3210 — 3225 — 3208 — 3257 — 3286 — 3202 — 3267 — 3269 — 3264 — 3277 — 3292 — 3246 — 3223 — 3281 — 3262 — 3275 — 3243, désignées par le sort au tirage du 28 juin 1850, seront remboursées, à raison de 1,250 fr. chacune, à la caisse de la Compagnie, rue d'Amsterdam, 43, à partir du 6 juillet 1850. Le secrétaire de la Compagnie, Adolphe THIBAudeau. (4102)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PARIS A ROUEN. MM. les actionnaires sont prévenus que l'assemblée générale semestrielle prescrite par l'article 43 des statuts aura lieu le 30 juillet 1850, à trois heures de l'après-midi, au siège de la Compagnie, rue d'Amsterdam, 43, à Paris. Les actionnaires propriétaires ou porteurs de vingt actions au moins, soit en titres, soit en certificats de dépôt, qui désireront assister à cette assemblée, devront, aux termes de l'article 43 des statuts, se présenter au siège de la Compagnie, du 1^{er} au 15 juillet prochain, de midi à quatre heures, à l'effet de retirer leurs cartes d'admission, en produisant leurs titres nominatifs ou certificats de dépôt, ou en déposant les titres au porteur. Des modèles de pouvoirs seront délivrés au siège de la Compagnie. Par ordre du conseil. Le secrétaire de la Compagnie, Adolphe THIBAudeau. (4103)

COMPTE LE CONTINGENT. Le directeur-gérant de la Compagnie LE CONTINGENT convoque MM. les actionnaires en assem-

blée générale pour le 14 juillet prochain, à deux heures, au siège de la société, 17, r. de la Banque. (4097)

SOCIÉTÉ DES TOYAUX EN TOLE ET BITUME.

MM. les actionnaires de la société Chamero et C^o sont prévenus qu'une assemblée générale extraordinaire aura lieu le lundi 15 juillet prochain, à une heure et demie précise du soir, au siège de la société, rue du Faubourg-St-Martin, 162, à l'effet d'approuver les propositions qui leur seront soumises par le gérant, d'accord avec le comité de surveillance. (4098)

LIQUIDATION. MM. les actionnaires de la Société générale des Annonces, sont invités de la part du liquidateur, à se présenter de 11 heures à 1 heure, place de la Bourse, 10, chez M. Paris, pour recevoir, contre la remise de leurs titres, le solde de la répartition résultant de la délibération générale des actionnaires du 2 mai 1850. (4093)

Chez Sagnier et Bray, rue des Saints-Pères, 64. VIE DE MARGUERITE D'ANJOU, reine d'Angleterre, par Agnès Strickland, traduite de l'anglais par M^{lle} C. G. U vol. in-12. Prix, 2 fr. Les talents, le courage, les malheurs de cette reine excitent l'intérêt au plus haut degré. (4099)

Presses Ragueneau, 7, r. Joquelet, au 2^m, pour tout imprimer soi-même. — Prix : 23/33, 60 fr. — 26/38, 80 fr. — 33/48, 100 fr. (Affr.) (4094)

AVIS! pour tout imprimer soi-même. — Prix : 23/33, 60 fr. — 26/38, 80 fr. — 33/48, 100 fr. (Affr.) (4094)

DE GENÈSE et pain bis par excellence. S'en assurer à la boulangerie rue des Orties, 7, butte St-Roch. On envoie. (4088)

ÉTABLISSEMENT THERMAL. S^t-ALBAN (Loire). Eau alcaline, gazeuse, ferrugineuse, magnésienne; elle répare les fonctions de l'estomac, des reins et de la peau. — Les sources sont ouvertes aux buveurs du 15 mai au 15 sept. S'adresser à MM. Bonnaud et C^o, fermiers à Roanne. Dépôt spécial des EAUX MINÉRALES, EAUX et LIMONADES GAZEUSES NATURELLES DE SAINT-ALBAN, chez M. Michaud, qui de la Tourneille, 7 et 9, à Paris. (3943)

ANTI-CONVULSIF, de Delabarre. S'adresser à MM. Bonnaud et C^o, fermiers à Roanne. (3968)

SIROP D'ÉMENTION, de Delabarre. S'adresser à MM. Bonnaud et C^o, fermiers à Roanne. (3969)

FR. PURGATIF BARÉ, gros comme une lentille. Fg St-Denis, 9. Injection Saffroy, 3 f., Rob. 3 f. (3969)

NOUVELLE INJECTION SAMPSO, 4 fr. Infaillible ble Guér en 3 jours, s. copah, mal. anc. Ph. r. Rambuteau, 40, et chez tous les ph. Exp. (3944)

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1850, dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GENERAL D'AFFICHES.

Ventes mobilières.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Etude de M^e ACARD, huissier, rue Richelieu, 85. Sur la place de la commune d'Ivry. Le dimanche 30 juin 1850, heure de midi. Consistent en buffet, tables, chaises, glaces, guéridon, etc. Au compt. (3337)

SOCIÉTÉS.

Gabinet de M. POUPPIER, rue Richelieu, 41. Par conventions verbales du quinze juin mil huit cent cinquante, Il appert : Que la société, existant de fait entre M. MORNIEX et M. CHALENTON, pour l'exploitation d'un hôtel meublé, sis à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 337, a été dissoute; Que le sieur Morniex demeure et est propriétaire dudit établissement, et est chargé du paiement des dettes qui ont pu être contractées pendant le cours de son exploitation en commun. POUPPIER. (1944)

Par acte sous seings privés, fait double à Paris le seize juin mil huit cent cinquante, enregistré à Paris le vingt-cinq même mois, folio 184, verso, case 2, aux droits de cinq francs cinquante centimes. Le siège de la société sera à Paris, rue du Fer-à-Moulin, 46. Le capital social a été fixé à la somme de six cent mille francs, dont trois cent mille francs fournis par M. Houette père, à titre de commandite, et trois cent mille francs par M. Houette fils personnellement. Pour extrait : LABARRE. (1946)

qu'il possède rue des Vinaigriers, 24, à Paris, estimé trois cent quinze francs, et M. Bernard apporte une somme de quinze mille francs. Les deux associés ont la signature sociale; mais ils ne peuvent s'en servir séparément que pour la correspondance simple. Tout engagement par acte, lettre ou autrement, n'est valable et ne lie la société qu'autant qu'il est signé par les deux associés. M. Bernard peut se faire représenter par un mandataire. Les engagements qui porteront la signature sociale de M. Prax et celle du mandataire, par procuration de M. Bernard, lieront la société. Pour extrait : L. PRAX. (1945)

Suivant acte passé devant M^e Labarbe et son collègue, notaires à Paris, le vingt-six juin mil huit cent cinquante, enregistré. M. Louis-Mathurin HOUETTE aîné, négociant, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 34. Et M. Louis-Adolphe HOUETTE fils, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Fer-à-Moulin, 46. Ont formé entre eux une société en commandite pour le commerce des cuirs, et particulièrement des cuirs vernis, sous la raison sociale Ad. HOUETTE et C^o, dont M. Houette fils sera gérant responsable, avec tous les droits et toutes les obligations attachés à ce titre; M. Houette père sera simple commanditaire. La durée de la société a été fixée à six années entières et consécutives, commençant le premier juillet mil huit cent cinquante, pour finir à pareil jour de mil huit cent cinquante-six. Le siège de la société sera à Paris, rue de la Courneuve. La raison sociale ainsi que la signature sociale seront CHRISTEN, MICHEL et C^o. La société sera administrée par deux gérants, qui seront élus chaque mois, et à la majorité absolue des voix, dans une assemblée générale qui sera tenue tous les mois; ils pourront être réélus indéfiniment pendant toute la durée de la société. Chacun des gérants aura la signature sociale, mais ne pourra en user que pour les affaires de la société; ils ne pourront, en aucun cas, et sous aucun prétexte, souscrire aucuns billets, mandats, lettres de change, ou autres effets de commerce.

La mise sociale de chaque associé est fixée à la somme de quatre cents francs. Pour extrait. (1947)

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures.

Liquidations judiciaires. (DÉCRET DU 22 AOÛT 1848.) CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures.

Liquidations judiciaires. (DÉCRET DU 22 AOÛT 1848.) CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures.

Liquidations judiciaires. (DÉCRET DU 22 AOÛT 1848.) CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures.

Liquidations judiciaires. (DÉCRET DU 22 AOÛT 1848.) CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

TRIBUNAL DE COMMERCE. AVIS. Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, les samedis de dix à quatre heures.

Liquidations judiciaires. (DÉCRET DU 22 AOÛT 1848.) CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers.

REMBÈSES A HUITAINE. Du sieur MICHAUD (Louis-Gabriel), libraire, rue du Bouloy, 22, le 4 juillet à 11 heures (N^o 141 du gr.).

CONVOCATIONS DE CRÉANCI